
CONVENTION-TYPE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE PARTAGE D'ÉLECTRICITÉ ENTRE CLIENTS ACTIFS AGISSANT CONJOINTEMENT

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

REMARQUES INTRODUCTIVES

Le présent document consiste en un modèle de convention organisant la relation contractuelle entre le client actif titulaire du point d'injection et le client actif participant à l'activité de partage d'électricité issue de sources renouvelables, en Région de Bruxelles-Capitale.

 Pour faciliter l'utilisation de ce document, des blocs d'informations de ce type ont été ajoutés à différents endroits. Veillez à les supprimer dans la version définitive de votre convention.

Voici le code couleurs utilisé dans le présent document :

- Les **zones grisées** indiquent les mentions dédiées à la personnalisation : il s'agit de mentions à compléter ou nécessitant un choix de votre part.
- **En vert, les options, non obligatoires, que vous pouvez choisir d'intégrer, ou non.**
- **En bleu, les informations et remarques qui vous aideront à compléter ce document et devront être supprimées dans la version finale de votre convention de partage d'électricité.**

Conformément à l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (*ci-après désignée « OELEC »*), il est désormais possible de réaliser un partage d'électricité entre clients actifs agissant conjointement à partir de sources d'énergie renouvelables. Pour ce faire, les clients actifs agissant conjointement doivent obligatoirement être situés dans le bâtiment dans ou sur lequel se trouve l'installation de production.

Le présent document est un modèle de convention-type régissant l'activité de partage d'électricité entre clients actifs agissant conjointement. Veillez à le compléter au regard des spécificités de votre projet, dans le respect du cadre légal établi par l'OELEC.

Enfin, pour démarrer votre activité de partage d'électricité, il faudra vous déclarer auprès du gestionnaire de réseau concerné via un [formulaire](#).

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	5
PARTIE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1. DÉFINITIONS.....	6
ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION.....	9
ARTICLE 3. DÉCLARATIONS	9
ARTICLE 4. DURÉE DE LA CONVENTION.....	10
PARTIE 2 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES.....	10
ARTICLE 5. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR.....	11
ARTICLE 6. DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSOMMATEUR.....	11
PARTIE 3 – RÈGLES ET MODALITÉS DE L’ACTIVITÉ DE PARTAGE D’ÉLECTRICITÉ.....	12
ARTICLE 7. DISPOSITIF DE COMPTAGE	12
ARTICLE 8. MÉTHODE DE RÉPARTITION	13
ARTICLE 9. PRIX DE L’ÉLECTRICITÉ PARTAGÉE	13
.....	13
ARTICLE 10. FACTURATION DE L’ÉLECTRICITÉ PARTAGÉE	14
ARTICLE 11. PROCÉDURE EN CAS DE DÉFAUT DE PAIEMENT	15
PARTIE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	15
ARTICLE 12. FIN DE LA CONVENTION	15
ARTICLE 13. RÉSILIATION ANTICIPÉE À L’INITIATIVE DU CONSOMMATEUR.....	16
ARTICLE 14. RÉSILIATION ANTICIPÉE À L’INITIATIVE DU PRODUCTEUR	17
ARTICLE 15. FORCE MAJEURE.....	17
ARTICLE 16. CONFIDENTIALITÉ	18
ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	18
ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES	19
ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ.....	20
ARTICLE 20. INVALIDITÉ D’UNE CLAUSE CONTRACTUELLE	20

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n’engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d’auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d’électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d’un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

CONVENTION-TYPE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE PARTAGE D'ÉLECTRICITÉ ENTRE CLIENTS ACTIFS AGISSANT CONJOINTEMENT

La présente convention a été établie en date du/...../.....

Entre :

i Complétez le paragraphe qui correspond à votre situation selon que vous agissiez en tant que personne physique ou morale et supprimez l'autre.

Si le client actif participant à l'activité de partage est une personne physique :

[Nom], [Prénom], né(e) le [date de naissance], enregistré(e) au registre national sous le numéro [n° de registre national], et domicilié(e) à [Adresse postale] [(Adresse e-mail)],

Si le client actif participant à l'activité de partage est une personne morale :

[Dénomination de la société], [Forme de la société], dont le siège social est sis [Adresse du siège social] [(Adresse e-mail)], immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro, représentée par [Madame/Monsieur] XXX agissant en qualité de [Qualité du représentant], dûment habilité à cet effet,

Numéro de code EAN du point d'accès : [compléter]

Ci-après désigné(e) le « **Consommateur** »,

d'une part,

Et

Si le client actif titulaire du point d'injection est une personne physique :

[Nom], [Prénom], né(e) le [date de naissance], enregistré(e) au registre national sous le numéro [n° de registre national], et domicilié(e) à [Adresse postale] [(Adresse e-mail)],

Si le client actif titulaire du point d'injection est une personne morale :

[Dénomination de la société], [Forme de la société], dont le siège social est sis [Adresse du siège social] [(Adresse e-mail)], immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro, représentée par [Madame/Monsieur] XXX agissant en qualité de [Qualité du représentant], dûment habilité à cet effet,

Numéro de code EAN du point d'accès : [compléter]

Ci-après désigné(e) le « **Producteur** »,

d'autre part,

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Le Consommateur et le Producteur sont dénommés conjointement les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Les Parties ont dès lors convenu d'établir les termes juridiques de leur relation dans la présente convention.

Il est convenu et accepté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément au prescrit de l'Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale¹, la présente convention organise l'activité de partage d'électricité entre clients actifs agissant conjointement, en déterminant les droits et obligations des Parties².

Les clients actifs agissant conjointement peuvent, sur une base libre et volontaire, organiser entre eux un partage d'électricité à condition que l'électricité partagée soit issue de sources d'énergie renouvelables et que l'installation de production soit située dans ou sur le bâtiment dans lequel les clients actifs agissant conjointement sont situés. En outre, les points d'accès des clients actifs agissant conjointement sont chacun couverts par un contrat de fourniture auprès d'un titulaire d'une licence de fourniture.

En particulier, cette convention encadre le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel, précise les modalités d'exercice de l'activité de partage d'électricité, décrit les règles équitables, transparentes et non-discriminatoires de partage ainsi que, le cas échéant, les règles de facturation de l'électricité, frais réseaux et autres charges, elle identifie la procédure applicable en cas de défaut de paiement et les modalités de lancement des procédures extrajudiciaires pour le règlement des litiges.

¹ Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée par l'Ordonnance du 17 mars 2022, ci-après « OELEC » :

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/ordonnance/2001/07/19/2001031386/moniteur> et <https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/ordonnance/2022/03/17/2022020646/moniteur>

² Art. 13bis, §8 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

PARTIE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Pour l'application de la présente convention, il y a lieu d'entendre par :

1. Bâtiment : toute construction immobilière, non provisoire, couverte et fermée comportant au moins deux unités raccordées au réseau de distribution ou au réseau de transport régional et comportant une ou des parties communes³.
2. BRUGEL : la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale⁴.
3. Client actif : toute personne physique ou morale achetant de l'électricité pour son propre usage, alimentée à une tension égale ou inférieure à 70 kV sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, qui exerce une ou plusieurs des activités visées à l'article 13bis de l'Ordonnance électricité, à condition que ces activités ne constituent pas son activité commerciale ou professionnelle principale⁵.
4. Clients actifs agissant conjointement : un groupe d'au moins deux clients actifs agissant de manière conjointe qui sont situés dans le même bâtiment⁶.
5. Compteur intelligent : compteur électronique qui est capable de mesurer l'électricité injectée dans le réseau ou l'électricité prélevée depuis le réseau, en fournissant davantage d'informations qu'un compteur classique, et qui est capable de transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique⁷.
6. Consommateur : la personne, physique ou morale, qui consomme de l'électricité partagée et qui est identifiée comme client actif participant à l'activité de partage sur la page d'identification des Parties de la présente convention.
7. Electricité injectée : l'excédent de production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables qui appartient au titulaire du point d'injection et qui peut être revalorisé sur le marché de l'électricité et être partagé conformément à la présente convention.
8. Electricité partagée : le volume d'électricité injectée par le titulaire du point d'injection, qui est consommé par les clients actifs participant à l'activité de partage d'électricité et répartie entre eux selon la méthode de répartition prévue en vertu de la présente convention.

³ Art. 2, al. 1, 56° OELEC.

⁴ Art. 2, al.1, 26°bis OELEC. <https://www.brugel.brussels/>

⁵ Art. 2, al. 1, 18° et 55° OELEC.

⁶ Art. 2, al. 1, 56° OELEC.

⁷ Art. 2, al. 1, 21°ter OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

9. Fonction communicante du compteur intelligent : capacité du compteur intelligent de transmettre à distance des données à caractère personnel issues du compteur intelligent⁸.
10. Fournisseur : toute personne physique ou morale vendant de l'électricité⁹.
11. Frais de réseaux : les tarifs pour l'utilisation du réseau de distribution, les tarifs pour l'activité de mesure et de comptage, les tarifs des obligations de service public et surcharges et, le cas échéant, le tarif pour la refacturation des coûts de transport.
12. Gestionnaire de réseau : le gestionnaire du réseau de transport régional ou le gestionnaire du réseau de distribution désigné conformément aux dispositions du Chapitre II de l'OELEC¹⁰.
13. Grille tarifaire : décision 210 du 4 octobre 2022, adoptée par BRUGEL, portant abrogation et remplaçant la décision 205 relative aux modifications tarifaires au cours de la période 2022-2024 et portant principalement sur les tarifs de distribution applicables pour le partage d'énergie¹¹.
14. Installation de production : l'installation, raccordée au réseau de transport régional ou au réseau de distribution, qui produit de l'électricité à partir de sources renouvelables qui est partagée entre les clients actifs agissant conjointement.
15. Méthode de répartition : la méthode selon laquelle l'électricité injectée est répartie entre les clients actifs agissant conjointement qui participent au partage d'électricité. *La méthode de répartition choisie est décrite à l'article 8 de la présente convention.*
16. OELEC : l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.
17. Ordonnance du 17 mars 2022 : l'ordonnance modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'ordonnance du 1er avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires en vue de la transposition de la directive 2018/ 2001 et de la directive 2019/944.
18. Partage d'électricité : consommation partagée entre clients actifs agissant conjointement raccordés au réseau de transport régional ou au réseau de distribution, sur une même période quart-horaire, en tout ou en partie, de l'électricité produite par une ou plusieurs installations de production raccordées au réseau de transport régional ou au réseau de

⁸ Art. 2, al. 1, 76° OELEC.

⁹ Art. 2, al. 1, 14° OELEC.

¹⁰ Art. 2, al. 1, 13° OELEC.

¹¹ <https://www.brugel.brussels/publication/document/decisions/2022/fr/DECISION%20210-APPROBATION-PROPOSITION-TARIFAIRE-PARTAGE-ENERGIE.pdf>

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

distribution et injectée sur le réseau de transport régional ou sur le réseau de distribution¹².

19. Producteur : la personne, physique ou morale, produisant de l'électricité et étant identifiée comme le client actif titulaire du point d'injection sur la page d'identification des Parties de la présente convention.
20. Règlement technique du réseau : règlement organisant les relations entre le gestionnaire du réseau, les détenteurs d'accès au réseau, les utilisateurs du réseau et les gestionnaires d'autres réseaux et contenant les prescriptions techniques et administratives visant à assurer le bon fonctionnement du réseau, de ses interconnexions et de l'accès à celui-ci¹³.
21. Règlement transitoire relatif au partage d'électricité : décision 212 du 27 octobre 2022, adoptée par BRUGEL, relative à l'approbation de règlement de partage présenté par le gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité et de gaz, SIBELGA¹⁴.
22. Réseau : ensemble constitué des câbles et des lignes, ainsi que des branchements, des postes d'injection, de transformation et de répartition, des dispatchings et des installations de télécontrôle et toutes les installations annexes, servant au transport, au transport régional ou à la distribution d'électricité¹⁵.
23. Réseau de transport : ensemble des installations de transport à une tension supérieure à 70 kV, établies sur le territoire belge, telles que définies par l'article 2, 7°, de la loi¹⁶.
24. Réseau de transport régional : le réseau d'une tension nominale de 36 kV établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des installations visées à l'article 4 et à l'article 29, § 2, alinéa 2¹⁷.
25. Réseau de distribution : les réseaux d'une tension inférieure à 36 kV, établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les parties du réseau de 36 kV requalifiées en vertu de l'article 4 et les installations visées à l'article 29, § 2, alinéa 2¹⁸.
26. RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).
27. Sources d'énergie renouvelables : toute source d'énergie non fossile renouvelable, notamment l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie ambiante, l'énergie géothermique, l'énergie marémotrice, houlomotrice ou d'autres énergies marines,

¹² Art. 2, al.1, 67° OELEC.

¹³ Art. 2, al. 1, 22° OELEC.

¹⁴ <https://www.brugel.brussels/publication/document/decisions/2022/fr/DECISION-212-APPROBATION-REGLEMENT-PARTAGE.pdf>

¹⁵ Art. 2, al.1, 9° OELEC.

¹⁶ Art. 2, al. 1, 10° OELEC.

¹⁷ Art. 2, al. 1, 11° OELEC.

¹⁸ Art. 2, al. 1, 12° OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

l'énergie hydroélectrique, la biomasse, le gaz de décharge, le gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz¹⁹.

28. Titulaire du point d'injection : le titulaire du point de raccordement auquel est liée l'installation de production. Le titulaire du point d'injection est propriétaire de l'installation de production ou dispose d'un droit d'usage sur celle-ci.

29. Utilisateur du réseau : toute personne physique ou morale dont les installations sont raccordées au réseau de transport régional ou au réseau de distribution, directement ou indirectement via un réseau privé, et qui a la possibilité de prélever ou d'injecter de l'énergie électrique sur le réseau²⁰.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est d'encadrer le partage d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables opérant entre les Parties et dès lors, de définir leurs droits et obligations respectifs, conformément au prescrit de l'article 13bis, §8 de l'OELEC.

En particulier, cette convention encadre le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel, précise les modalités d'exercice de l'activité de partage d'électricité, décrit les règles équitables, transparentes et non-discriminatoires de partage ainsi que, le cas échéant, les règles de facturation de l'électricité, frais de réseau et autres charges, elle identifie la procédure en cas de défaut de paiement et les modalités de lancement des procédures extrajudiciaires pour le règlement des litiges.

ARTICLE 3. DÉCLARATIONS

Le Producteur déclare être titulaire du point d'injection à partir duquel le partage d'électricité a lieu.

Le Producteur ou, le cas échéant, une tierce partie désignée par ce dernier, déclare être l'interlocuteur unique du gestionnaire du réseau concerné pour l'activité de partage d'électricité entre clients actifs agissant conjointement. Il se déclare auprès du gestionnaire du réseau concerné préalablement à l'exercice de ses activités selon les conditions fixées dans le règlement technique²¹.

Le Producteur déclare être en droit de partager l'électricité injectée provenant de(s) l'installation(s) de production concernée(s) par le partage d'électricité.

Le Consommateur reconnaît qu'il ne peut exiger du Producteur que l'électricité injectée couvre l'intégralité de ses besoins en électricité.

¹⁹ Art. 2, al.1, 7°bis OELEC.

²⁰ Art. 2, al.1, 37 OELEC.

²¹ Art. 13bis, §7 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Les parties déclarent que leurs points d'accès sont chacun couverts par un contrat de fourniture auprès d'un titulaire d'une licence de fourniture²².

Les Parties déclarent accepter l'activation de la fonction communicante de leur compteur intelligent²³.

Les Parties déclarent être toutes deux situées dans le même bâtiment que celui dans ou sur lequel se trouve l'installation de production²⁴.

Plus généralement, les Parties déclarent :

- Avoir la capacité de conclure seules la présente convention et ne pas être en procédure de réorganisation judiciaire, de faillite ou de liquidation ;
- Connaître les faits sur lesquels porte la présente convention et les accepter ;
- Que la présente convention ne fasse obstacle ou ne contrevienne à aucun engagement qu'elles ont pris vis-à-vis d'un tiers.

ARTICLE 4. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet dès sa signature par les Parties, à la date indiquée sur la page d'identification des Parties.

L'activité de partage d'électricité entre le Producteur et le Consommateur débute à compter du premier jour du mois suivant celui pendant lequel l'ensemble des conditions prévues dans l'OELEC ont été rencontrées et après la signature de la présente convention par chacune des Parties²⁵.

La convention est conclue pour une durée [indéterminée/de x années].

Si la convention est conclue pour une durée déterminée :

La convention est renouvelable, par tacite reconduction, pour une période de x années, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire.

La convention peut prendre fin selon les conditions prévues à l'article 12 de la présente convention.

PARTIE 2 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

²² Art. 13bis, §6, al. 2, 2° OELEC.

²³ Art. 26octies, §4, al. 3 OELEC.

²⁴ Art. 2, al. 1^{er}, 56° et 13bis, §6, al. 2, 1°, OELEC.

²⁵ Art. 9 du règlement transitoire relatif au partage d'électricité.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

ARTICLE 5. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le Producteur se conforme à l'ensemble des obligations qui lui incombent, en tant que client actif titulaire du point d'injection, en vertu des exigences légales et réglementaires en vigueur.

Le Producteur partage, avec le Consommateur, de l'électricité issue de sources d'énergie renouvelables à partir d'une ou plusieurs installation(s) de production située(s) dans ou sur le bâtiment dans lequel se trouvent les clients actifs agissant conjointement.

En particulier, le Producteur est tenu de :

- Conclure une convention avec chacun des clients actifs agissant conjointement qui participent au partage d'électricité conformément à l'article 13bis, §8 de l'OELEC ;
- Être l'interlocuteur unique du gestionnaire du réseau concerné ou, le cas échéant, désigner une tierce partie et se déclarer auprès de celui-ci préalablement à l'exercice de ses activités selon les conditions fixées dans le règlement technique²⁶ ;
- Communiquer au gestionnaire du réseau concerné la méthode de répartition choisie et lui fournir la liste des clients actifs participant à l'activité de partage d'électricité ainsi que la preuve qu'ils sont tous situés dans le même bâtiment²⁷ ;
- Être titulaire du point d'injection auquel est raccordé l'installation de production²⁸ ;
- Organiser et assurer la gestion quotidienne de l'activité de partage d'électricité ou, le cas échéant, la déléguer à une tierce partie ;
- Partager l'électricité injectée avec le Consommateur, conformément à la méthode de répartition prévue à l'article 8 de la présente convention ;
- Le cas échéant, être responsable de la facturation du Consommateur pour l'électricité partagée qu'il a respectivement consommée et de son recouvrement ;
- Percevoir les frais de réseau afférents à l'activité de partage d'électricité pour s'acquitter de ceux-ci auprès du gestionnaire de réseau concerné ;
- Communiquer **annuellement/X fois par an/tous les mois** au Consommateur ses données de consommation d'électricité partagée, via la transmission d'une facture ;
- Assurer le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel du Consommateur ;
- Informer, dans les plus brefs délais, le Consommateur en cas de cessation de l'activité ou de tout changement significatif dans l'activité de partage d'électricité ;
- Assurer ou déléguer la fonction de responsable d'équilibre²⁹ ;
- Se conformer à la législation en vigueur concernant la protection des consommateurs.

ARTICLE 6. DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSOMMATEUR

Le Consommateur conserve les droits et obligations découlant de sa qualité d'utilisateur du réseau³⁰.

²⁶ Art. 13bis, §7 OELEC. Art. 1, al. 4, premier tiret et art. 2, §§ 1 et 2, al. 2 du Règlement transitoire relatif au partage d'électricité.

²⁷ Art. 26octies, §4, al.3 OELEC.

²⁸ Art. 13bis, §6 OELEC.

²⁹ Art. 13bis, § 11 OELEC.

³⁰ Art. 13bis, §5 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

En particulier, le Consommateur est tenu de :

- Être situé dans le bâtiment dans ou sur lequel se trouve l'installation de production³¹ ;
- Transmettre au Producteur toutes les informations nécessaires pour réaliser le partage d'électricité ;
- Mandater le Producteur pour qu'il informe le gestionnaire du réseau concerné de sa participation à l'activité de partage d'électricité et autoriser le Producteur à récolter les données du Consommateur nécessaires au partage d'électricité auprès du gestionnaire du réseau concerné³² ;
- Être équipé d'un compteur intelligent et activer sa fonction communicante³³ ;
- Le cas échéant, acheter, au prix convenu, l'électricité partagée, conformément à la présente convention. Les modalités concernant la facturation de l'électricité partagée et la procédure en cas de non-paiement sont prévues aux articles 10 et 11 de la présente convention ;
- Disposer d'un contrat de fourniture d'électricité auprès d'un titulaire d'une licence de fourniture pour la couverture de ses besoins résiduels en électricité³⁴ ;
- *Dans la mesure du possible, adapter sa consommation aux pics de production de l'installation de production.*

PARTIE 3 – RÈGLES ET MODALITÉS DE L'ACTIVITÉ DE PARTAGE D'ÉLECTRICITÉ

ARTICLE 7. DISPOSITIF DE COMPTAGE

Conformément à la réglementation en vigueur, le gestionnaire du réseau de distribution installe systématiquement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution lorsqu'un Consommateur participe à un partage d'électricité³⁵. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de la pose, l'entretien, le relevé des compteurs et le traitement des données de comptage³⁶.

Le Consommateur est tenu d'activer la fonction communicante de son compteur intelligent pour pouvoir participer au partage d'électricité³⁷.

Conformément aux articles 26terdecies et 26unvicies de l'OELEC, le gestionnaire du réseau de distribution accorde au Producteur l'accès aux données de consommation d'électricité partagée du Consommateur, qu'il collecte à partir du compteur intelligent, afin que le Producteur puisse établir la facture du partage d'électricité.

³¹ Art. 13bis, §6 OELEC.

³² Art. 26tredecies, §1, 3° et 26unvicies OELEC.

³³ Art. 26octies, §4, al.3 OELEC.

³⁴ Art. 13bis, §6 OELEC.

³⁵ Art. 26octies, §2, al. 1^{er}, 6°, OELEC.

³⁶ Art. 7, § 1, al. 2, 7° OELEC.

³⁷ Art. 26octies, §4, al. 3 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

ARTICLE 8. MÉTHODE DE RÉPARTITION

Dans le cadre de l'activité de partage d'électricité faisant l'objet de la présente convention, le Producteur s'engage à appliquer la méthode de répartition suivante :

Précisez la méthode de répartition choisie sur base des informations reprises sur le site de SIBELGA³⁸ :

La méthode de répartition choisie s'applique indépendamment de l'évolution du prix sur le marché de l'électricité.

Les clients actifs agissant conjointement peuvent décider, d'un commun accord, de modifier la méthode de répartition initialement choisie. Dans ce cas, le Producteur est tenu d'informer de manière transparente et compréhensible le Consommateur, par courrier – électronique ou postal - et sans délai, de toute modification de la méthode de répartition ainsi que des raisons, des conditions préalables et de la portée de cette modification. Si le Consommateur refuse cette modification, il peut résilier la convention en respectant les conditions prévues à l'article 13. L'absence de notification de son refus, dans un délai de 3 semaines à compter de la réception de ce courrier, sera considérée comme l'acceptation tacite de la nouvelle méthode de répartition.

Toute modification de la méthode de répartition n'est applicable qu'à compter de la prochaine période de facturation et entre en vigueur le premier jour d'un mois, à 00h00³⁹.

ARTICLE 9. PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PARTAGÉE

 Le Producteur peut librement décider d'organiser le partage d'électricité à titre gratuit ou onéreux. Veuillez choisir l'une ou l'autre option selon votre cas.

L'électricité est partagée à titre gratuit entre les clients actifs agissant conjointement/Le prix de vente de l'électricité partagée est fixé à centimes€/kWh HTVA.

Précisez si le Producteur est assujetti à la TVA.

A cela s'ajoutent les frais de réseau, impôts, taxes, surcharges, redevances et contributions de toutes natures applicables à cette électricité⁴⁰.

³⁸ Art. 5 et 8 du Règlement transitoire relatif au partage d'électricité.

<https://www.sibelga.be/fr/raccordements-compteurs/energie-renouvelable/partage-energie/methodes-de-repartition>

³⁹ Art. 9, al. 2 du Règlement transitoire relatif au partage d'électricité.

⁴⁰ Art. 13bis, §4 OELEC. [Grille tarifaire](#).

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

i Si le partage se fait à titre onéreux, vous devez conserver et compléter les paragraphes suivants :

Les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de revoir le prix de vente de l'électricité partagée.

Au moins 2 mois avant la fin de la période de facturation en cours, le Producteur peut décider de revoir le prix de vente de l'électricité partagée. Le Producteur est tenu d'informer de manière transparente et compréhensible le Consommateur, par courrier – électronique ou postal - et sans délai, de toute modification du prix de l'électricité partagée ainsi que des raisons, des conditions préalables et de la portée de cette modification. Si le Consommateur refuse la modification du prix, il peut résilier la convention en respectant les conditions prévues à l'article 13. L'absence de notification de son refus, dans un délai de 3 semaines à compter de la réception de ce courrier, sera considérée comme l'acceptation tacite du nouveau prix.

Toute modification du prix de l'électricité n'est applicable qu'à compter de la prochaine période de facturation et entre en vigueur le premier jour d'un mois, à 00h00.

Toute modification, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grevant – directement ou indirectement – le prix de l'électricité partagée pourra être répercuté dans la facturation à condition que le Producteur en informe le Consommateur au minimum x jours ouvrables avant l'application effective du nouveau prix.

ARTICLE 10. FACTURATION DE L'ÉLECTRICITÉ PARTAGÉE

La période de facturation correspond à l'année calendaire/autre.

Conformément à la présente convention, le Consommateur consent à ce que le gestionnaire du réseau concerné transmette au Producteur les données lui permettant d'établir le décompte (mensuel/trimestriel/annuel) du Consommateur⁴¹.

Le Producteur procède à la facturation de l'électricité partagée x fois par an, par voie électronique et/ou par courrier postal.

[OPTION] Le Consommateur verse un acompte mensuel au Producteur dont le montant est de x euros par mois. L'acompte est dû le x de chaque mois. Chaque année, le Producteur fait le décompte annuel de l'électricité partagée qui a été consommée par le Consommateur et lui envoie une facture de régularisation, sur base des acomptes mensuels dont il s'est déjà acquitté.

i Le délai de paiement des factures est de minimum 15 jours.

Le délai de paiement des factures est fixé à x jours, à dater de la réception de la facture.

⁴¹ Art. 26tredecies, §1er, 3° et 26unvicies OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Le Consommateur s'acquitte du paiement de la facture envoyée par le Producteur, par virement bancaire, conformément aux modalités mentionnées sur celle-ci.

[OPTION] Le Consommateur peut donner l'autorisation au Producteur de recouvrer toutes créances sur son compte bancaire (domiciliation bancaire). Dans ce cas, l'autorisation relative aux prélèvements automatiques s'applique pour le compte bancaire mentionné ci-dessous et cette autorisation peut être révoquée à tout moment.

Nom de la banque : [compléter]

Nom du titulaire du compte en banque : [compléter]

Numéro du compte bancaire : [compléter]

Code d'identification bancaire : [compléter]

ARTICLE 11. PROCÉDURE EN CAS DE DÉFAUT DE PAIEMENT

En cas de non-paiement du montant facturé relatif à la consommation d'électricité partagée, la procédure suivante s'applique⁴² :

1. Le non-paiement du montant facturé fait l'objet d'un rappel par le Producteur dans les **x jours** (*minimum 15 jours*) suivant la date de l'échéance de la facture.
2. En cas de non-paiement du montant facturé, le Producteur envoie une mise en demeure, par lettre recommandée et par courrier ordinaire, au plus tôt dans les 15 jours et au plus tard dans les 30 jours suivant l'envoi du rappel.
3. A défaut de paiement dans les **x jours** (*minimum 7 jours*) de la réception de la mise en demeure, le Producteur peut résilier de plein droit la présente convention.

En cas de non-paiement au terme de cette procédure, le Producteur peut recouvrer ses créances par toutes voies de droit.

[OPTION] Les frais de rappels et de mise en demeure sont à la charge du Consommateur. Conformément à l'article 5 de la loi du 20 décembre 2002 relatif au recouvrement amiable des dettes du consommateur, aucune indemnité autre que les montants convenus dans la convention ne peut être demandée au Consommateur. Tous frais de recouvrement pour impayés ne peuvent excéder 7,50 euros pour un rappel et 15 euros pour la mise en demeure.

PARTIE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 12. FIN DE LA CONVENTION

⁴² Art. 13bis, §9 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Sauf résiliation à l'initiative d'une Partie ou d'un commun accord, la présente convention est conclue pour la durée visée à l'article 4.

En cas de modification substantielle du cadre légal ou réglementaire qui régit le partage d'électricité entre clients actifs agissant conjointement, les Parties s'engagent à négocier – de bonne foi – une nouvelle convention conforme au prescrit légal, dans le délai imposé par celui-ci ou à défaut, dans les deux mois à compter de l'entrée en vigueur de cette modification. A défaut d'un nouvel accord entre les Parties, la présente convention prend automatiquement fin.

La présente convention peut être résiliée, à tout moment, d'un commun accord entre les Parties.

En cas de suspension de la convention à la suite d'un événement de force majeure pour une période supérieure à quatre mois, la présente convention prendra automatiquement fin.

Avant son échéance, la présente convention peut être résiliée unilatéralement par les Parties moyennant les conditions prévues aux articles 13 et 14 ci-dessous.

Le Producteur demeure, dans tous les cas, responsable des démarches administratives à l'égard des tiers, consécutives à la résiliation de la convention dans le cadre de l'activité de partage d'électricité.

ARTICLE 13. RÉSILIATION ANTICIPÉE À L'INITIATIVE DU CONSOMMATEUR

Le Consommateur peut résilier unilatéralement la convention dans les cas suivants :

- En cas de non-respect par le Producteur des engagements pris en vertu de la présente convention, après lui avoir adressé – par courrier recommandé – une mise en demeure et que celle-ci n'ait pas été suivie d'effet dans un délai de 3 semaines suivant sa réception.
- De plein droit, en cas de décès ou, le cas échéant, en cas de faillite du Producteur.
- En cas de déménagement ou si le Consommateur ne souhaite plus participer au partage d'électricité organisé par le Producteur, il notifie son intention de ne plus y participer – par simple notification/courrier recommandé.
- En cas de modification de la méthode de répartition ou du prix de l'électricité partagée, si le Consommateur refuse cette modification, il notifie – par simple notification/courrier recommandé – son intention de ne plus participer au partage d'électricité organisé par le Producteur.

Dans un délai de maximum 3 semaines à compter de la date de la demande du Consommateur, le Producteur cesse de partager de l'électricité avec celui-ci et la convention est résiliée de plein droit⁴³.

⁴³ Art. 13bis, §8 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

La résiliation emporte la disparition de la convention pour l'avenir. Les Parties conviennent de solder l'électricité partagée non payée depuis la dernière facture. Le Producteur envoie une facture de régularisation au Consommateur, dans un délai de x jours ouvrables, à compter de la réception du relevé du compteur envoyé par le gestionnaire du réseau concerné.

ARTICLE 14. RÉSILIATION ANTICIPÉE À L'INITIATIVE DU PRODUCTEUR

Le Producteur peut résilier unilatéralement la convention dans les cas suivants :

- De plein droit, en cas de décès ou, le cas échéant, en cas de faillite du Consommateur.
- En cas de déménagement du Consommateur.
- Moyennant un préavis de 3 semaines, le Producteur peut mettre fin à la convention s'il souhaite arrêter l'activité de partage d'électricité opérant entre clients actifs agissant conjointement.

La résiliation emporte la disparition de la convention pour l'avenir. Les Parties conviennent de solder l'électricité partagée non payée depuis la dernière facture. Le Producteur envoie une facture de régularisation au Consommateur, dans un délai de x jours ouvrables, à compter de la réception du relevé du compteur envoyé par le gestionnaire du réseau concerné.

ARTICLE 15. FORCE MAJEURE

Sont considérés comme des cas de force majeure les catastrophes naturelles, les incendies, la foudre, les intempéries, les grèves, les troubles sociaux, les conflits armés, les émeutes, les sabotages, l'embargo, les actes ou règlements émanant d'autorités publiques, civiles ou militaires, les actes de terrorisme, les coupures prolongées d'électricité ainsi que, plus généralement, tous les événements qui répondent des caractéristiques de la force majeure au sens de l'article 5.226 du Code civil.

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de force majeure.

Les obligations contractuelles des Parties dont l'exécution est rendue impossible, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement qualifié de force majeure.

La Partie qui désire invoquer l'événement qualifié de force majeure informe l'autre Partie, par lettre recommandée, dans les meilleurs délais, de la nature de l'événement qualifié de force majeure et de sa durée probable.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

La Partie qui invoque un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter la portée et la durée.

En cas de suspension de la convention à la suite d'un événement de force majeure pour une période supérieure à quatre mois, la présente convention prendra automatiquement fin.

ARTICLE 16. CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité des données relatives à la consommation et la production de l'activité de partage d'électricité.

La Partie destinataire d'une information confidentielle ne peut l'utiliser que dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Elle s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour faire respecter la présente obligation de confidentialité par son personnel. Elle prend, en outre, toutes dispositions pratiques pour assurer la protection physique de ces informations, notamment lors de l'archivage de celles-ci. Chaque Partie notifie, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie toute violation des obligations découlant du présent article.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas :

- Si la Partie destinataire de l'information apporte la preuve que celle-ci, au moment de sa communication, était déjà accessible au public ;
- Si l'information est sollicitée par une autorité administrative (notamment Brugel ou le Ministre bruxellois de l'Energie) ou judiciaire dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Les Parties s'engagent à respecter la présente clause de confidentialité pendant toute la durée de la convention et pendant une durée de trois années suivant l'expiration, la caducité ou la résiliation de celle-ci.

ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément au RGPD⁴⁴, le Producteur assure, en tant que responsable du traitement⁴⁵, la protection des données à caractère personnel qui lui sont transmises par le Consommateur et le gestionnaire de réseau concerné. Le Producteur prend acte qu'il s'expose à des sanctions pénales en cas de violation de celles-ci.

En vertu de l'article 26terdecies, §1, 3° de l'OELEC, le gestionnaire du réseau de distribution accorde au Producteur l'accès aux données à caractère personnel du Consommateur qu'il collecte à partir du compteur intelligent. Cet accès se limite aux données pertinentes, adéquates et strictement nécessaires à l'activité de partage d'électricité organisée entre clients actifs agissant conjointement⁴⁶.

⁴⁴ Art. 1, 26° de la présente convention.

⁴⁵ Art. 26unvicies OELEC.

⁴⁶ Art. 26terdecies, §1, dernier alinéa OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause, ce délai ne pourra excéder 5 ans.

Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Sont interdits, tous traitements de données à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

- 1° le commerce de données à caractère personnel ;
- 2° le commerce d'informations ou profils énergétiques établis statistiquement à partir des données à caractère personnel collectées périodiquement par le gestionnaire de réseau qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final ;
- 3° l'établissement de « listes noires » des clients finals par un traitement automatisé d'informations nominatives concernant les fraudeurs et mauvais payeurs⁴⁷.

Les droits d'accès et le cas échéant, de rectification ou de suppression des données à caractère personnel concernant un Consommateur, sont garantis par les Parties.

En particulier, lorsque le Producteur reçoit d'un Consommateur une demande d'accès et de rectification relative à des données à caractère personnel le concernant et détenues par le Producteur, celui-ci adresse directement sa réponse au Consommateur.

Si le Producteur reçoit d'un Consommateur une demande d'accès et de rectification relative à des données à caractère personnel qui le concernent et qui sont détenues par le gestionnaire de réseau, le Producteur transmet sans délai la demande au gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau adresse directement sa réponse au Consommateur concerné et en informe le Producteur.

ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit belge.

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent :

- A adresser, par recommandé, un courrier à l'autre Partie en exposant le contexte du litige, ses caractéristiques et une proposition de résolution amiable du litige ;
- A faire tous leurs efforts pour parvenir à un règlement amiable dans un délai de 2 mois à compter de la réception du courrier précité.

A défaut d'accord amiable dans ce délai, le différend pourra être porté devant le tribunal compétent de Bruxelles.

⁴⁷ Art. 26tredecies, §2 OELEC.

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.

Les Parties disposent également du droit de s'adresser au service des litiges de BRUGEL, conformément à l'article 30novies de l'OELEC⁴⁸.

ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable envers l'autre Partie des dommages directs et certains causés à l'autre Partie, en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des obligations mises à sa charge en vertu de la présente convention.

ARTICLE 20. INVALIDITÉ D'UNE CLAUSE CONTRACTUELLE

Si l'une des clauses de la présente convention venait à être déclarée nulle en tout ou en partie, toutes les autres dispositions demeureraient néanmoins applicables.

Fait à Bruxelles, le/...../....., en deux exemplaires originaux dont chaque Partie reconnaît avoir reçu le sien :

Mention « <i>Lu et approuvé</i> » + signature	Mention « <i>Lu et approuvé</i> » + signature
Pour le Consommateur :	Pour le Producteur :

⁴⁸ <https://www.litigesenergie.brussels/plainte.klacht@brugel.brussels>

Bruxelles Environnement, version du 10/02/2023.

La présente convention constitue un document type, rédigé en termes généraux. Ce modèle de base doit être complété afin de correspondre aux spécificités propres de la relation contractuelle à instituer. Chaque partie devra veiller, sous sa propre responsabilité, à adapter le modèle à son cas individuel. Ce document n'engage pas la responsabilité de Bruxelles Environnement.

Le présent modèle de convention est protégé par la loi belge et les conventions internationales relatives aux droits d'auteur. Il est gratuitement mis à disposition de toute personne privée ou morale qui souhaiterait personnellement conclure une convention de partage d'électricité issue de sources renouvelables dans le cadre d'un partage entre clients actifs agissant conjointement. Toute autre utilisation, notamment à des fins commerciales, est interdite.